



RESOLUTION ADOPTEE PAR L'EAN MERCREDI 9 JANVIER 2019

Agir avec les Gilets jaunes, construire un front commun syndical et politique pour amplifier le mouvement.

- 1 Le mouvement des Gilets jaunes est un évènement qui bouscule totalement la vie politique, il amplifie la crise du pouvoir Macron. Il interpelle aussi fortement le mouvement ouvrier (syndical, associatif, politique) quant à ses modes d'action.
- 2 Le mouvement des Gilets jaunes reste massif sur la longue durée, comme en témoigne le rebond des samedi 5 et dimanche 6 janvier. Il continue à recevoir le soutien très majoritaire de la population, ce qui fait sa force contre l'ordre libéral du monde. L'essentiel de ses revendications (augmentation des salaires, retraites, minimas sociaux, justice fiscale et rétablissement de l'ISF, dénonciation des richesses, défense et développement des services publics...) correspond aux exigences portées par le syndicalisme de lutte, les associations, et la gauche authentique. Une partie minoritaire du mouvement tente d'y imprimer une expression raciste, antisémite ou homophobe, face à laquelle il faut réagir très fermement.
- 3 Ensemble condamne fermement la répression policière du mouvement, les mesures annoncées par E. Philippe le 7 janvier (nouvelle loi pour entraver la liberté de manifestation) et propose une prise de position unitaire des forces politiques de gauche.

- 4 L'élargissement du mouvement, la consolidation de son ancrage social dans les entreprises, dans les services publics, la fonction publique, sont nécessaires pour gagner sur les exigences sociales qui ont été mises en avant. Comme le défendent déjà des syndicats (CGT, Solidaires) la grève dans les entreprises est nécessaire, ciblant le patronat et débouchant sur une journée de grève générale interprofessionnelle, si possible reconductible. Pour la faciliter, une jonction des équipes syndicales locales et nationales avec les actions des gilets jaunes est nécessaire, dans le respect de l'indépendance réciproque.

- 5 Il serait souhaitable que la gauche antilibérale propose des mesures sociales, écologistes, démocratiques, qui fassent sens par leur cohérence d'émancipation collective, afin de combattre les idées de droite, d'extrême-droite, de préférence identitaire et de repli national. Cela doit inclure : l'augmentation générale des salaires en commençant par le SMIC à 1800 euros (et donc 300 euros pour tous), des retraites, des allocations de chômage, des minima sociaux, l'égalité femmes/hommes, le développement des services publics, une sécurité sociale universelle, une société sans chômage ni précarité, l'accueil des migrants, le droit de vote pour les étrangers résidents, un plan de mesures écologiques urgentes comme l'isolation thermique des bâtiments et des transports publics à bas prix ou gratuits ; ainsi que des propositions démocratiques vers une 6^{ème} République démocratique et sociale.

- 6 Ensemble soutient la nécessité d'un Front commun social et politique contre la politique du gouvernement. Il appelle au renforcement des mobilisations sur le climat et à participer massivement à l'initiative du 27 janvier. Il appelle à la vigilance et à l'action notamment le 27 janvier, jour annoncé d'une manifestation des droites contre le mouvement des gilets jaunes.
Dans un premier temps, la mobilisation unitaire pour le soutien au mouvement, contre la politique gouvernementale, pourrait prendre la forme d'une journée de manifestations dans tout le pays dans les semaines qui viennent. Ni le mouvement syndical, ni la gauche politique ne peuvent rester spectateurs de l'affrontement social en cours, sous peine de perdre leur crédibilité. Et sous peine de voir l'extrême droite profiter de la situation. Il n'y a pas en effet de dynamique naturelle de la situation qui renforce automatiquement sur le plan national une alternative politique de gauche à la crise actuelle du pouvoir.

- 7 Ensemble participe à la mise en place dans les villes et sur tout le territoire de Comités populaires, de Comités de soutien, ou d'Assemblées populaires pluralistes (avec les syndicats et les associations si c'est possible), comme par exemple cela se fait à Montpellier avec les débats dans le cadre de la Carmagnole. La mobilisation des gilets jaunes a besoin que le soutien de l'opinion publique prenne une forme active : mobiliser la population et les réseaux militants existants, exprimer les revendications, remplir des cahiers d'exigences de justice et d'égalité, organiser des débats publics sur les exigences politiques, participer aux manifestations.
- 8 De telles assemblées ou comités populaires peuvent entrer en lien avec les groupes de Gilets jaunes, afin de se coordonner par région et nationalement selon les modalités de l'appel de Commercy ou d'autres du même type. Une « *assemblée des assemblées* » (ou des états-généraux) pourrait ensuite élaborer une plate-forme nationale.
- 9 Des assemblées populaires locales sont également utiles pour contrecarrer par l'auto-organisation populaire la reprise en main institutionnelle du pouvoir Macron (la « *consultation* »). Les élu-es de gauche devraient soutenir et participer à l'organisation de telles actions.
- 10 Le « *référendum d'initiative citoyenne* » (RIC) doit devenir un droit démocratique.
- 11 La puissance du mouvement social actuel et sa portée politique directe contre le système du pouvoir Macron peuvent accroître considérablement la crise gouvernementale et mettent à l'ordre du jour un réel changement de politique et pour ce faire la perspective d'élections législatives anticipées.